

Le malaise des derniers venus. Comment définir un État macédonien ?

N'ayant eu ni le temps, ni la puissance politique et économique pour intégrer les populations amorphes héritées de l'Empire Ottoman, les états balkaniques, se livrent (au-delà des guerres bien réelles) à des guerres puniques sur le terrain de la linguistique, de l'histoire ou de l'ethnographie. Pour comprendre ce curieux surenchérissement dans l'imaginaire, il faut tenir compte du fait que depuis le XIXe siècle, l'existence des jeunes états balkaniques dépend des rapports complexes entre les Grandes puissances. Pour la plupart, il s'agit de pays sans importance économique majeure qui ne représentent, pour l'opinion publique occidentale, qu'un intérêt d'ordre "humanitaire". La façon dont s'est effectuée leur libération de l'Empire Ottoman est significative : ce ne furent pas les luttes des insurgés et de la guérilla, mais les femmes et les enfants massacrés, qui, en attirant l'indignation de l'opinion publique en Europe et en Russie, ont renversé le tyran.. Depuis, l'auto-victimisation est devenue l'arme suprême de la cause nationale : tout discours politique ou idéologique dans les Balkans a toujours une visée double, il s'adresse aux siens, mais également au "Grand Autre". Il faut être reconnu, il faut attirer les sympathies de l'opinion publique des Puissances, il faut faire fructifier ses capitaux victimaires. Je suis victime, donc j'existe, voici la maxime de cette "société du spectacle" avant la lettre.

La crise yougoslave, dans laquelle toutes les parties essayaient de séduire et culpabiliser l'opinion publique mondiale pour fortifier leurs positions, a été l'exemple d'une telle stratégie à l'âge médiatique. Dans cette optique, le cas de la République de Macédoine¹ est particulièrement intéressant. Comment inventer un Etat-nation à l'époque de la

¹Sous la pression de la Grèce, la République de Macédoine a été reconnue sous le nom provisoire d'"Ex-République yougoslave de Macédoine" par la Communauté européenne (juin 1992) et par les Nations unies (avril 1993).

mondialisation ? En l'absence d'armée, de ressources économiques ou de tradition étatique, ainsi que face à l'hostilité des voisins envers "l'intrus", ce pays ne tient que sur la bonne volonté des Grandes Puissances d'où la nécessité de manier habilement l'opinion publique à l'aide d'un dispositif impressionnant sur le front de l'imaginaire.

Les enjeux identitaires

Au long de l'histoire, le nom "Macédoine" a connu des usages divers. La Macédoine d'Alexandre le Grand, qui effectua l'unification du monde hellénique, était fortement influencée par la culture grecque. Après des siècles d'oubli, le mythe de la Macédoine antique est ressuscité par l'imaginaire romantique en Occident. Mais c'est avec la création de l'Organisation révolutionnaire intérieure de Macédoine et de [la Thrace d'] Odrine (VMRO) en 1893-1896 que le nom de "Macédoniens" commence à être attribué d'une façon systématique à la population slave de la région. Cette population chrétienne, ayant souvent changé de mains pendant le Moyen-âge entre Byzance, le Royaume bulgare et le Royaume serbe, avait opté pour l'identité bulgare, lors de la création de l'exarchat bulgare dans l'empire Ottoman (1870) contre l'église grecque (l'église serbe n'était pas encore implantée dans la région). Les Russes, lors de la signature du traité de San-Stéfano (1878), l'avaient attribuée au nouvel État bulgare à cause de la proximité ethnique incontestable, mais également pour avoir un fort allié slave-orthodoxe dans les Balkans contre l'Empire Ottoman.

Cette dernière idée ne plaira pas aux Occidentaux et quelques mois plus tard le Traité de Berlin met fin aux rêves d'une nation bulgare qui réunirait toutes les populations ethniquement proches. La Macédoine, beaucoup d'autres territoires est remise à la Porte : la blessure de cette énorme injustice deviendra un des mobiles de la politique bulgare pour le siècle à venir, source de discours victimaires adressés aux Grandes puissances. Ce que les patriotes bulgares oubliaient était qu'à l'époque, la population du Vardar était fortement hétérogène et que l'élément slave - qu'on l'appelle bulgare, ou non - n'était même pas majoritaire. Selon le recensement fait par l'Empire Ottoman en 1882-1893 sur des critères religieux, 42 % de la population était musulmane (turque, albanaise ou slave islamisée), un peu plus de 30 % s'identifiait à l'exarchat bulgare et autour de 25 % au patriarcat grec. Même

si ces chiffres sont biaisés par la Porte, même s'ils ne reflètent pas la réalité ethnique dans la région, mais le choix subjectif d'appartenance aux communautés respectives, ils révèlent la complexité de la situation.

Les clivages au sein du mouvement révolutionnaire reflètent l'ambiguïté identitaire croissante de cette population martyre : alors qu'au départ son but était le rattachement de la Macédoine à la Bulgarie, une branche va commencer à revendiquer la création d'un État autonome Macédonien dans le souci de ne pas voir la Macédoine partagée entre les pays voisins. Néanmoins, la Bulgarie restera le soutien principal et la terre d'accueil pour les réfugiés aux temps des insurrections, guerres et persécutions ; elle ne perdra son rôle de protecteur qu'avec l'instauration de la République autonome yougoslave. La sécession de la République en 1991 a réveillé chez les Bulgares le réflexe somnolent du "grand frère", mais le monde avait changé...

Les aspirations serbes envers la Macédoine sont plus tardives, même si la région du Vardar faisait déjà partie de la "grande Serbie", rêvée par Garasanine au siècle dernier. La serbisation effective de la population en question ne commence qu'avec l'occupation de la Macédoine pendant les guerres balkaniques et après la Première guerre mondiale. L'extrême violence de ce processus a laissé des traces profondes dans la mémoire collective² : c'est cette violence qui semble avoir été l'obstacle principal devant l'intégration des Macédoniens dans la nation serbe. La région du Vardar devient "Serbie du Sud", la langue serbe est imposée à l'école, l'intelligentsia pro-bulgare ou autonomiste est soumise à des persécutions.

Après l'échec de la monarchie quant à l'assimilation des Macédoniens par la force, Tito change de politique : la Yougoslavie socialiste incite les tendances autonomistes en misant sur les particularités locales les plus éloignées de la culture bulgare. D'ailleurs, le choix de la capitale Skopje, ville peu importante avant la guerre, n'est pas neutre : il s'agit de l'endroit où, en 1346 a été couronné le plus grand des rois serbes, Stéphane Dusan. Les

²Cf., par exemple, le rapport de l'enquête de commission Carnegie à la fin des guerres balkaniques, "Report of the International Commission to Inquire into the causes of the Balkan Wars", Washington, 1914.

Macédoniens, ayant enfin obtenu la reconnaissance de leur particularité, embrassent cette politique communiste avec enthousiasme. En 1945 la République yougoslave macédonienne institue le vernaculaire local en langue officielle, la nouvelle "intelligentsia paysanne et ouvrière" s'emploie à créer une littérature et une historiographie autochtones et originales sous la forte influence de la Serbie. Une nouvelle conscience nationale est née dans le conflit entre les aspirations des voisins. Notons que la différence dans le niveau de vie en Yougoslavie non-alignée et en Bulgarie communiste a définitivement découragé les nostalgiques pro-bulgares dans le pays.

Cependant l'invention nationale, cherchant à s'appuyer sur des principes ethniques se heurte à des difficultés considérables. Que faire d'abord du tiers de la population qui est musulmane ? L'idée d'une menace albanaise ne cesse de hanter l'imaginaire des bâtisseurs de la nation. Il faut trouver des moyens de nier le caractère autochtone de cette population, la traiter d'intrus. Les Albanais se déclareront descendants des Illyriens, peuple semi-mythique au moins aussi ancien que les Grecs. Skopje ne va pas se laisser faire, les Macédoniens deviendront héritiers de Philippe et d'Alexandre le Grand.³ (Reste à prouver qu'il y aurait, en dehors du toponyme, un lien entre le peuple ancien et les Slaves qui habitent la région du Vardar !). Cependant, dans les Balkans, l'antiquité reste le monopole des Grecs qui s'en servent depuis le début du siècle dernier pour leur marketing national. La guerre symbolique se traduira par des blocus, des provocations frontalières et par des pressions diplomatiques. Le troisième front de cette campagne identitaire est certainement le plus périlleux. L'histoire moyenâgeuse de la Bulgarie est la seule qui se prête à servir la cause nationale, cependant tout rapprochement à ce pays implique un danger mortel, car c'est bien contre lui que l'identité macédonienne a été forgée. Il faut donc expliquer pourquoi l'école spirituelle d'Ochride, fondée par les élèves de Cyrille et Méthode, produisait de la littérature non macédonienne, mais bulgare, pourquoi le tsar Samuel (976-1014), présumé fondateur de l'État slavo-macédonien était couronné comme roi bulgare, et ainsi de suite.

³Tous les pays balkaniques ont pris part à cette course à l'ancienneté. Au XIXe siècle les Roumains se sont faits descendants des Romains, dans les années 70, les Bulgares sont devenus Thraces, des publications récentes ont proclamé que les Serbes étaient le plus ancien peuple d'Europe, etc.

Toute guerre, même celle de l'imaginaire, produit des victimes, et ce sont les victimes qui attirent la sympathie de l'opinion publique. Ainsi Skopje va brandir la menace du séparatisme des Albanais qui ne veulent pas s'assimiler, va dénoncer l'impérialisme des Bulgares qui nient leur existence, va se plaindre de l'injustice des Grecs qui les coupent de leurs racines glorieuses.

Les enjeux géopolitiques

Avec les guerres Balkaniques la province macédonienne conquise aux ottomans est partagée entre les alliés de la manière suivante : la Grèce occupe 51 pour-cent du territoire, la Serbie 37, la Bulgarie 11 et le nouvel État Albanais 1. Pendant ces quatre décennies, l'attitude des voisins envers la population va être radicalement différente.

- La politique de la Grèce est claire de 1912 jusqu'à nos jours : il s'agit de ce que l'on appelle aujourd'hui le "nettoyage ethnique". La langue bulgare⁴ est interdite, des populations "Slaves" sont échangées avec la Bulgarie, les Turcs incités à partir en Turquie. Le profil démographique change radicalement à la suite de l'immigration organisée de Grecs à provenance de l'Asie mineure. Aujourd'hui Athènes se félicite d'avoir définitivement résolu le problème et s'oppose farouchement à toute mention de la minorité macédonienne.

C'est dans cette perspective que l'on comprend pourquoi la Grèce a été l'ennemi principal de la nouvelle République : sa création réveille le spectre de la maudite minorité et des crimes commis envers elle. En l'absence de travail collectif de la mémoire, le traumatisme national va produire des effets parfois ridicules, parfois inquiétants. Car il y a quelque chose de démesuré à soupçonner un pays de deux millions d'habitants et sans armée de visées expansionnistes, à l'accuser du "vol" d'un nom qu'il porte depuis 1945 au sein de la Fédération yougoslave, à craindre que son existence incite au séparatisme ses frères en Macédoine grecque tout en affirmant que ceux-là ne représentent que 60 000 personnes. Les monstrueuses manifestations nationalistes anti-macédoniennes, comme celle de

⁴A l'époque la notion de langue macédonienne n'existe pas encore. Aujourd'hui, les Grecs préfèrent parler de langue "slave".

Thessalonique forte d'un million, indiquent le poids du problème dans l'imaginaire collectif. A deux reprises les Grecs ont imposé des blocus unilatéraux à leur voisin du nord-ouest causant 80 millions de dollars de pertes par mois à une économie, dont 3/4 du commerce dépend du port de Thessalonique.

Notons cependant que la politique d'Athènes est plus pragmatique qu'il ne le semble. Outre les enjeux symboliques, la création d'un État macédonien autonome bouleverse les équilibres géopolitiques et permet l'expansion économique, voire militaire de la Turquie, l'adversaire principal de la Grèce dans la région, renforcée considérablement après la dissolution du bloc soviétique. Athènes serait certainement rassurée si la jeune république retournait dans l'orbite de ses amis de Belgrade.

La crise gréco-macédonienne a mis en évidence, une fois de plus, l'inefficacité des institutions européennes. Il a fallu attendre la visite de l'envoyé spécial du président américain, Richard Holbrooke, en septembre 1995, pour qu'un demi-compromis se dessine : les Grecs ont accepté de lever l'embargo en échange de concessions sur le plan du symbolisme national, ainsi que du renoncement à toute prétention territoriale.

- Le sort la région de Pirine, attribuée à la Bulgarie après les guerres balkaniques, a été complètement différent de celui de la Macédoine grecque et yougoslave. Cette population a été parfaitement intégrée dans la nation, tout comme les centaines de milliers de réfugiés ; de nombreux politiciens et écrivains en sont issus et les différences de dialecte n'ont jamais posé de vrais problèmes. Cette proximité ethnique incite à penser que les Macédoniens du Vardar auraient pu facilement être incorporés dans l'Etat-nation bulgare, si l'histoire avait pris une voie différente. Cependant les bulgares ne se contentent pas de constater cette chance ratée : selon le consensus général dans le pays, si les Macédoniens sont tellement proches ethniquement, il s'ensuit qu'ils sont bulgares tout court, comme si la réalité historique de la nation Macédonienne moderne n'existait pas.⁵ Les Bulgares ne cessent donc

⁵Cette confusion entre les appartenances ethniques (qui sont du côté des faits anthropologiques) et les identités nationales (qui sont du côté du travail subjectif d'intégration) brouille tout débat dans les Balkans.

d'expliquer à leurs voisins, en toute naïveté, qu'ils se trompent d'identité : les blessures narcissiques, provoquées par cet amour étouffant pour les frères qu'il faut sauver et libérer, inspire de l'autre côté la méfiance et la haine. Coincée entre l'intransigeance grecque et serbe, entièrement dépendante des ports bulgares pour sa survie, la République de Macédoine n'a donc pas complètement renoncé à sa propagande anti-bulgare, héritée de la période yougoslave. Or, les malentendus entre les deux pays sont largement dus à leur longue isolation ; seuls les échanges plus intenses permettraient aux Bulgares à comprendre les nouvelles réalités historiques, et aux Macédoniens de surmonter leurs peurs des "impérialistes" bulgares.

Cependant, même en dehors du domaine épineux de la culture, ces échanges restent très maigres : la voie ferroviaire directe entre Sofia et Skopje (détruite par les yougoslaves après la Seconde guerre mondiale) n'est toujours pas achevée, un vol direct relie les deux capitales depuis 1995 deux fois par semaine, les routes sont en mauvais état. Ayant orienté son trafic sur l'axe Nord-Sud (Serbie-Grèce) la Macédoine semble avoir du mal à construire l'axe Est-Ouest qui reliera Istanbul au port albanais de Durrës en passant par la Bulgarie et qui seul garantira l'indépendance économique du pays de la Serbie⁶. (Selon des sources de l'opposition, le président Gligorov se serait engagé à ne pas trop rapprocher son pays à la Bulgarie : ceci aurait été le prix du retrait miraculeux des troupes serbes en 1991.)

Sofia a été la première à reconnaître la République de Macédoine ; le président Zhelev a même réussi à convaincre Eltsine à suivre en allant contre la politique du Kremlin dans les Balkans. L'aide politique et économique apportée par les Bulgares à leur voisin traduisait leur joie face à son divorce avec Belgrade qui rendait possible un rapprochement des deux pays dans l'avenir. Cependant, cette aide n'était pas sans arrière pensée. En effet, Sofia a adopté envers la Macédoine une position symétriquement opposée à celle de Belgrade : alors que celui-ci reconnaissait la nation, mais pas l'État, celle-là a reconnu l'État, sans pour autant accepter l'existence d'une nation (histoire, culture, langue) macédonienne. Outre la

⁶Un tel axe passe par les régions, qui sont restées sous domination ottomane jusqu'en 1912 où l'élément musulman reste beaucoup plus présent que dans le reste des Balkans.

pression de l'opinion publique (considérant, nous l'avons dit, les Macédoniens comme Bulgares), le problème politique pour Sofia est bien réel : la reconnaissance d'une nation macédonienne entraînerait des revendications minoritaires dans la Macédoine du Pirine. De nos jours, seulement 10 000 personnes sur une population de 200 000 se disent macédoniennes. Même si pour l'instant l'organisation séparatiste OMO "Ilinden", soutenue par Skopje, reste marginale, la politique de la période stalinienne qui avait incité ces populations à développer une identité non-bulgare, a laissé des mauvais souvenirs.

Notons que le nationalisme bulgare a traditionnellement deux faces : pro-macédonien et anti-turque. Après un bref retour du premier type, la victoire des communistes à la fin de 1944 a rapproché Sofia à Belgrade et Athènes. Or, la fameuse solidarité orthodoxe que l'on évoque à ce sujet, cache, au fond, un choix géopolitique : il s'agit d'écarter la Turquie, ainsi que de minimiser le rôle de l'Occident (et plus particulièrement des Américains), dans la gestion des affaires balkaniques. La Macédoine entourée de "frères orthodoxes" ne pourra faire autrement que s'intégrer au triangle.

- Comme nous l'avons dit, l'attitude de Belgrade envers la Macédoine du Vardar a changé radicalement au cours de ce siècle : l'assimilation forcée a été remplacée par la politique titiste de la création d'une nation autonome mais fidèle au sein de la Yougoslavie. En ce sens la période communiste a été décisive dans la constitution de l'identité macédonienne.

Pendant l'occupation nazie les communistes de Tito sont devenus porteurs de l'unité nationale du pays ; dans le massacre généralisé, ils étaient les seuls à opérer sur l'ensemble du territoire de la fédération démembrée⁷. Le parti communiste en Macédoine, faisant partie des territoires cédés à Sofia par les Allemands, reste partagé entre des tendances pro-bulgares et pro-yougoslaves. Après une longue hésitation, en 1943 le Komintern décide de mettre fin à la querelle et d'associer les combattants antifascistes du Vardar au parti

⁷F.Fejtö, Histoire des démocraties populaires, vol. 1. L'ère de Staline, le Seuil, 1979, p. 54. Ceci explique également la dissolution du pays dans le passage à la démocratie.

communiste yougoslave. On décide que la Macédoine sera une des nations constitutives de la nouvelle Yougoslavie.

Cependant, il s'agit d'un projet assez ambigu : on peut le constater déjà dans la résolution du Komintern sur la question macédonienne de 1934, qui appelle à lutter pour "une république macédonienne unie et indépendante sous la direction des partis communistes de la Bulgarie, la Yougoslavie et la Grèce". Tito s'en servira à des fins expansionnistes : en promettant l'autonomie aux Macédoniens yougoslaves, il espère rattacher à la nouvelle république les territoires de la Macédoine bulgare et grecque.

Les conflits entre le mouvement antifasciste grec (ELAS) et les partisans titistes, ne tardent pas à se manifester ; en effet, Tito soutient les guérillas slavo-macédoniennes en Grèce jusqu'à sa rupture avec Staline qui va l'obliger à modérer sa politique envers son voisin. De même, des malentendus surgissent entre les communistes yougoslaves et bulgares dans leur travail sur la fédération balkanique : alors que Tito veut commencer par l'unification de la Macédoine du Vardar et celle du Pirine, Dimitrov, insiste pour que l'on crée d'abord la fédération et procède à l'unification dans un deuxième temps. En fin de compte, même si les Bulgares acceptent de faire des concessions en accordant une autonomie culturelle à la région du Pirine (le traité de Bled, 1947), faute de bénédiction de la part de Staline, le projet sera abandonné en 1948. Cette perspective historique nous aide à mieux comprendre l'extrême méfiance de la Grèce et de la Bulgarie envers le macédonisme.

Les rapports entre la Yougoslavie et la Grèce s'améliorent dans les années 50, alors que la politique de la Bulgarie communiste envers la Macédoine suit les rapprochements et les éloignements entre Belgrade et Moscou. L'autonomie culturelle du Pirine est définitivement abolie en 1958 ; un durcissement de la politique de la Bulgarie dans la région du Pirine en 1978-1980 détériore une fois de plus ses rapports avec la Yougoslavie. Dans les années 80 la Macédoine yougoslave ne cesse d'accuser Sofia et Athènes de violation des droits de l'homme.

Sur le plan intérieur, le modèle du socialisme yougoslave d'autogestion a favorisé les réseaux locaux et l'esprit corporatiste. Après les émeutes à Belgrade de 68 et le Printemps Croate de 71, Tito commence à chercher une formule plus souple pour préserver l'unité du pays. La Constitution de 1974 marque le début du transfert du centre de gravité vers la périphérie ; dans le cadre d'une économie dirigée et d'un système à parti unique, le résultat ne peut être qu'une "balkanisation de l'économie" provoquée par la montée en puissance des féodaux locaux, contrôlés par l'appareil.⁸ Or, ce sont ces mêmes féodaux de l'époque communiste libérale qui gèrent aujourd'hui la Macédoine, comme ils le font dans presque tous les autres pays ex-yougoslaves : ils essayent à la fois de préserver le monopole du pouvoir et de transformer leurs capitaux politiques en capitaux tout court.

Jusqu'en avril 1996, la troisième Yougoslavie (Serbie et Monténégro) ne reconnaissait pas la République de Macédoine, jouant la carte de la menace : les nombreuses provocations frontalières, ainsi que le comportement agressif de quelques 40 000 Serbes dans la République ont fait croire aux Occidentaux que la "poudrière des Balkans" serait le prochain foyer de conflit. Cependant, pour Milosevic, la stratégie terroriste n'a été qu'une manière de faire monter le prix de la rançon : quand le moment est venu, il a habilement monnayé la reconnaissance de la Macédoine dans le marchandage autour de la reconnaissance de la Yougoslavie, de la création de la sémi-indépendante "Republika Srbska" en Bosnie et de la levée des sanctions qui frappaient son pays.

Pour Belgrade, il n'y a pas de doute que sans aucun effort militaire la Macédoine restera sous sa tutelle. Après le retrait de l'armée yougoslave, la petite République est restée pratiquement désarmée : les quelques 8 à 10 mille de soldats ne disposent pratiquement d'aucune arme lourde, beaucoup parmi les officiers sont partis, la doctrine militaire n'est pas mise à jour. Les autorités macédoniennes sont bien conscientes qu'à l'intérieur du pays existe un réseau important d'agents sur lesquels Belgrade pourrait compter en cas de conflit. Le contingent étranger est la seule garantie symbolique pour le maintien de la paix ; notons qu'en

⁸ Jacques Rupnik, (ss la dir. de), De Sarajevo à Sarajevo, éd. Complexe, 1992, Introduction, p. 15.

1992 Milosevic s'est rendu à Skopje pour convaincre Gligorov de ne pas laisser les Américains déployer leurs soldats en Macédoine. Le soutien de la Grèce et le rapprochement avec les ex-communistes bulgares ont également rassuré Belgrade. Quant à l'économie, la Macédoine dépend toujours à près de 70 pour-cent du marché de son voisin du nord, le système énergétique du pays, ainsi que les grands axes de transport sont sous son contrôle, l'ex-nomenklatura qui gère toujours le pays (en commençant par le président Gligorov) a été formée à Belgrade. Bref, Skopje ne peut pas s'éloigner trop de la Serbie dans les années à venir : reste à décider si elle va retourner à la petite Yougoslavie comme l'a fait la Biélorussie avec la Russie, ou si on inventera des formes plus souples d'union douanière ou monétaire, à l'exemple de l'Europe occidentale.

- Quant à l'Albanie, elle se soucie essentiellement de sa minorité importante en Macédoine. Faute de tradition étatique, les deux pays ont hypertrophié l'imaginaire démographique. Le recensement de 1994, effectué sous contrôle international, selon lequel les Albanais représentaient 22, 9 % des deux millions de Macédoniens n'a pas mis fin aux controverses. Outre les manipulations éventuelles, il faudrait préciser que de nombreux Albanais (surtout des d'immigrés du Kosovo) résident dans le pays sans être dénombrés, le code de la nationalité exigeant d'y avoir vécu au moins 15 ans.

Même si la pression diplomatique américaine a beaucoup calmé les revendications autonomistes, le précédent dangereux de la Bosnie-Herzégovine éveille le spectre du séparatisme. Certains leaders politiques macédoniens laissent entendre que les problèmes avec les Grecs et les Serbes sont plus faciles à résoudre que ceux avec les Bulgares et avec les Albanais, car, dans ces deux derniers cas, il s'agit des populations réelles contestées. Et si, dans le cas de la Bulgarie, le problème du Pirine n'est pour l'instant qu'un enjeu symbolique, les Albanais représentent une menace réelle pour l'identité précaire de la nouvelle république.

Soulignons la spécificité anthropologique de la population albanaise : avec une moyenne d'âge de 26 ans, elle est parmi les plus jeunes d'Europe, ce qui la rend particulièrement mobile. Les liens traditionnels claniques sont plus importants que ceux de la

religion, les mariages mixtes sont rares, la parenté domine sur le social : bref, l'assimilation de cette population est extrêmement difficile. De plus, les Albanais de Macédoine sont plus traditionalistes encore que leurs cousins en Albanie et au Kosovo. D'un autre côté, comme partout à l'Est, l'affaiblissement de l'État favorise la création de réseaux à base éthique. Où finissent les revendications politiques et culturelles des Albanais et où commencent les intérêts mafiotiques ? Des confrontations entre les Albanais et les autorités, comme celles à Skopje en 1992, nous laissent souvent perplexes : s'agit-il de répression et d'intolérance inter-ethnique ou de lutte entre des réseaux ? La propagande officielle macédonienne a évidemment la tendance de privilégier le deuxième type d'interprétation, celle de Tirana le premier.

Les groupements politiques albanais se caractérisent par une cohésion qui dépasse celle des autres partis dans le pays ; on parle de l'existence d'un impôt clandestin sur les revenus des Albanais comme celui du Kosovo, dont le bénéfice serait utilisé pour la cause nationale. Tous les politiciens albanais demandent l'affaiblissement du pouvoir central et le transfert de ses responsabilités vers les régions : les modérés évoquent une sorte de cantonisation⁹ du pays, les durs envisagent la sécession des régions peuplées d'Albanais et la création d'une république autonome qui pourrait ensuite rejoindre une "Grande Albanie". Ce dernier projet fut déjà tenté une fois sans résultat en 1992 dans un référendum clandestin organisé par la soi-disant "Assemblée pour l'indépendance politique et territoriale des Albanais dans la république de Macédoine" ; le nouveau pays devait s'appeler "Illyriade". Même si ce référendum fut condamné unanimement par la classe politique, l'affaire de la soi-disant "Armée pan-albanaise", quand neuf personnes armées ont été arrêtées en novembre 1993 sous l'accusation de révolte contre l'État, a provoqué une division au sein du Parti de la prospérité démocratique, la plus importante parmi les formations albanaises. Le radicalisme d'Arben Xhaferi, leader du courant qui s'oppose à la collaboration avec le gouvernement, peut

⁹Selon l'expression de Mevlan Taïri, membre de la présidence du PPD. En outre, le slogan : "La Macédoine - une Suisse des Balkans" avait déjà été lancée par le militant du VMRO, mort récemment en exil, Ivan Mihaïlov. La cantonisation, pourrait-elle devenir la base d'une entente anti-communiste entre les nationalistes du VMRO et les Albanais aujourd'hui ?

être illustré par les propos suivants : "Si les Macédoniens n'acceptent pas la voie rationnelle, on créera un gouvernement parallèle".

Cependant, pour l'instant, les revendications officielles des Albanais restent plus modestes : le statut de "peuple constituant" et l'institution l'Albanais comme deuxième langue officielle dans le pays. Sur ce point les Macédoniens slaves, qui redoutent d'être débordés en nombre à cause de la forte natalité de leurs concitoyens albanais, restent intransigeants. La tension ne cesse de monter : en 1995, les incidents autour de l'Université clandestine de Tetovo de langue albanaise, interdite par les autorités (un mort plusieurs blessés) et le boycott des parlementaires albanais qui n'étaient pas autorisés à parler leur langue natale dans l'Assemblée, ont marqué une aggravation de la crise. Au fond, il s'agit de la contradiction entre deux conceptions différentes de la nation : celle héritée du fédéralisme yougoslave, où chaque peuple (y compris les Albanais) jouissait d'une certaine autonomie, et celle de l'état homogène qu'a choisie Skopje par crainte de désintégration.

Le processus de privatisations et la crise économique accentuent les revendications des Albanais qui sont les premiers à être licenciés à cause du préjugé racial ; leurs chances de devenir propriétaires d'entreprises sont minimales. C'est la peur de la "ghéttoïsation" croissante qui radicalise les esprits, et non pas le rêve d'une "Grande Albanie" qui reste une préoccupation des intellectuels¹⁰. A cela s'ajoute le risque permanent d'une dégradation de la situation au Kosovo : l'afflux de clandestins aggravera l'ambiguïté entre les incidents d'ordre de droit commun et l'oppression politique sur laquelle reposent largement les conflits entre les deux communautés aujourd'hui.

Un facteur non négligeable de rapprochement entre la Macédoine et l'Albanie a été la présence militaire des États-Unis. Trop faibles pour se défendre seuls et entourés d'ennemis traditionnels (réels ou imaginaires) les deux pays semblent pour l'instant accepter

¹⁰Contre les craintes d'une "Grande Albanie" qui bouleversera les équilibres précaires dans la région, soulignons l'esprit régionaliste des Albanais, ainsi que les énormes différences de niveau de vie et de culture entre les ex-citoyens de la Yougoslavie et leurs cousins en Albanie.

le rôle de "porte-avions américain" dans les Balkans, des zones dont la stabilité est garantie par un ami lointain.

Le prix de l'autonomie

Comme la Bosnie, la Macédoine est sortie malgré elle de la Yougoslavie à laquelle la liaient des intérêts économiques et des enjeux identitaires. Rappelons que la deuxième question posée à la population lors du référendum sur l'indépendance en 1991, évoquait la possibilité pour le pays de rejoindre librement la nouvelle Yougoslavie. En d'autres termes, à la différence des autres républiques post-yougoslaves, Skopje a fait preuve d'extrême prudence, en manifestant sa fidélité envers Belgrade. Deux facteurs ont pesé dans la prise de décision : d'une part, les Macédoniens ne voulaient pas rester dans une Yougoslavie dominée par une Serbie de plus en plus nationaliste, d'autre part, ils craignaient d'être enlisés dans la guerre en Slovénie et en Croatie : il a suffi qu'un seul soldat macédonien, enrôlé dans l'armée yougoslave, se fasse tuer en Croatie pour que l'opinion publique bascule vers l'autonomie.

Outre les effets de l'hostilité des Grecs et des Serbes déjà évoquée, la dégradation de la situation économique est due au douloureux processus de "décommunisation" connu par les autres pays de l'Est. Les privatisations sont accompagnées par des licenciements massifs ; selon certaines estimations, en 1995 le taux de chômage a doublé, en frappant (officiellement) 21 % de la population active. Pourtant, il n'y a pas d'alternative à la privatisation, 70 pour-cent des entreprises étant en chômage technique. Malgré la réduction de l'inflation nominale de plus de 2 000 % à moins de 20 %, le revenu par tête est en effet passé de 2 200 dollars en 1990 à 700 dollars.

Selon la formule choisie, la privatisation lancée en 1993, reprend pour l'essentiel la législation du dernier gouvernement yougoslave d'Ante Markovic, qui privilégie la participation des employés ; une nouvelle exigence est que 51 % du capital soit concentré entre les mains d'un seul investisseur pour assurer la stabilité des entreprises. Apparemment social dans son orientation, ce principe, adopté par les anciens communistes privilégie de

facto les anciens directeurs qui rachètent la propriété d'État à raison de leur influence, sans injecter d'argent frais dans l'économie stagnante.

L'accaparement de l'économie par les "ex" est accompagné de la marginalisation croissante sur le plan politique de couches entières de la population. Nous avons déjà évoqué les tensions au sein des mouvements albanais entre les supporters de la ligne du gouvernement et le nombre croissant d'insatisfaits. Quant au VMRO-DPMNE¹¹, la force anticommuniste (et, par conséquent, anti-serbe) la plus importante dans le pays, il traverse une crise encore plus grave. Ayant remporté les premières élections multipartites, après de longues négociations, cette formation se décide d'entrer en coalition avec tous les partis "macédoniens", y compris les ex-communistes, pour exclure les Albanais : le nationalisme l'emporte sur l'anticommunisme¹². Ce compromis, ainsi que les fragmentations internes, semble à l'origine de son l'échec. Dans un deuxième temps, le VMRO-DPMNE rompt ses relations avec les ex-communistes en les accusant de négocier derrière son dos avec les Albanais puis Liouptcho Georguievski rend son portefeuille de premier ministre pour laisser ses adversaires former seuls un gouvernement. Enfin, la formation va boycotter inconsidérément les dernières élections d'octobre 1994 en accusant l'Alliance pour la Macédoine au pouvoir de fraudes (par exemple l'inscription au dernier moment sur les listes de plus de 100 000 Albanais, n'ayant pas le droit de voter selon le code de la nationalité macédonienne). Or, il n'y a plus d'opposition anti-communiste sur la scène politique ; on peut donc craindre que les mécontents du demi-siècle de socialisme seront tentés par des moyens d'action extra-parlementaires. Par ailleurs, les militants VMRO-DPMNE manquent d'expérience ; leur politique a été incohérente et irréaliste, marquée par des querelles internes ; leur nationalisme¹³ naïf, exacerbé par la l'importante diaspora macédonienne en Amérique, en Australie et au Canada dont on ne saurait sous-estimer l'influence sur le pays, a déçu les

¹¹Organisation intérieure révolutionnaire macédonienne - Parti démocratique pour l'unité nationale macédonienne.

¹²Cf. Paul Garde, Vie et mort de la Yougoslavie, Fayard 1992, p.214.

¹³Les vrais extrémistes, groupés dans le MAAK (Mouvement pour une action pan-macédonienne), appelaient, dans leur premier programme à la "chute du mur macédonien" (à savoir, les frontières entre les régions peuplées de Macédoniens), l'expulsion des émigrés et "l'arrêt de l'invasion de la Macédoine" par les Albanais.

Occidentaux qui ont préféré comme interlocuteurs les ex-communistes, défendant, au moins sur le papier, l'idée d'un "État de tous les citoyens".

C'est l'Alliance pour la Macédoine qui gouverne le pays depuis sa victoire écrasante en 1994¹⁴. Ayant cédé quelques ministères sans importance à la branche officielle du PPD Albanais, le gouvernement de Branko Crvenkovski peut compter sur une majorité de presque 90 pour-cent. "Nous sommes revenus au monopartisme", a commenté à ce sujet Petar Gosev, président du Parti démocratique. En quelque sorte le processus de décommunisation n'a pas encore profondément touché le pays : le vrai débat sur la terreur communiste n'a eu lieu (en partie, à cause du rôle particulier de l'époque communiste dans la construction nationale) ; l'espace public est dominé par les médias proches des dirigeants ; l'indépendance du pouvoir judiciaire est mis en question par l'opposition.

Comme dans la plupart des pays de l'Est, les ex-communistes macédoniens sont des politiciens habiles, occidentalisés et quelque peu cyniques, dont l'idéologie oscille entre le dirigisme étatique et le libéralisme. Cependant deux événements récents ont jeté un ombre sur la stabilité de leur pouvoir. Le premier c'est l'attentat à la voiture piégée perpétré en octobre 1995 contre le président, Kiro Gligorov. Notons que l'attentat est advenu un jour après la rencontre du président avec Milosevic à Belgrade et deux jours avant la ratification, par le Parlement, des compromis avec la Grèce. L'origine de cet attentat, condamné fermement par toutes les formations politiques du pays et par les voisins, n'a jamais été élucidée ; ce qui est sur, c'est que Gligorov, miraculeusement remis après une opération "téléguidée" par des chirurgiens occidentaux éminents, a su réaffirmer son rôle d'unique garant de la paix dans le pays. Acteur principal de la sécession et de l'époque de la transition, ce "renard des Balkans", élu deux fois depuis 1991 est hautement apprécié par les Occidentaux, car il semble avoir préservé le pays des conflits. Cependant, Gligorov a, jusqu'à présent, préféré remettre les problèmes que les résoudre, promettre que tenir ses promesses.

¹⁴Sur 120 sièges au Parlement, l'Union socio-démocrate de Macédoine (ex-communiste) a obtenu 58, le Parti libéral 29 et le Parti socialiste de Macédoine 8.

Limitons-nous aux multiples avances faites aux Albanais derrière le dos de l'opposition pour des raisons tactiques. Or, les bombes politiques à retardement commencent à éclater...

La rupture des libéraux avec les socio-démocrates au sein de l'Alliance pour la Macédoine en avril 1996 constitue le deuxième événement. Mécontents de la façon dans laquelle se fait la privatisation, les libéraux prônent une attitude plus pragmatique qui se rapprocherait du modèle Hongrois et qui amènerait des capitaux dans l'économie essoufflée. On ne manquera pas de discerner, derrière cette divergence idéologique, une lutte acharnée pour l'influence dans le processus de redistribution des richesses nationales. Il est question d'élections anticipées dont l'opposition marginalisée parle depuis deux ans.

Le choix entre la politique pseudo- sociale de l'ancienne nomenklatura et le libéralisme des "jeunes loups", souvent issus de l'appareil des jeunesses communistes, s'ajoute aux douloureuses questions sur l'avenir du pays que l'on ne peut plus remettre. Etat unifié citoyen ou ensemble de cantons à base ethnique ? D'où trouver les ressources étatiques et symboliques pour intégrer les minorités au premier ; comment faire à la majorité accepter la seconde ? Quelle formule pour renverser le processus de marginalisation politique qui annonce la violence ; comment trouver une alternative à la concentration de pouvoir et d'argent entre les mains d'une mince couche de la population ? Enfin, sur le plan international, la théorie de "l'équidistance" envers tous les voisins de Gligorov commence à occulter les grands choix devant le pays. Jusqu'à quand peut-on rester une zone sous protection des États-Unis ? Comment maintenir l'intérêt de l'opinion publique américaine après la fin de la guerre en Bosnie-Hérzégovine ; comment rester victimes au-delà des élections présidentielles dans ce pays ? Quelle attitude envers la nouvelle Yougoslavie, souhaite-t-on la rejoindre un jour ? Sinon : quels marchés alternatifs, quelle attitude en cas de conflit au Kosovo, qui appeler au secours en cas de problèmes avec les Albanais?... Pour une fois, ces choix doivent être fait, non pas par les Grandes puissances, mais par l'ensemble des citoyens de la nouvelle République.